Madame Schyns, « Les peuples sans mémoire n'ont pas d'avenir » !

En mars dernier, relayant leurs collègues géographes (http://www.levif.be/actualite/belgique/la-geographie-une-cle-pour-notre-futur-mise-a-mal-par-le-pacte-d-excellence/article-opinion-618029.html), une centaine d'historiens signaient une lettre ouverte pour s'inquiéter de la possible disparition du cours d'histoire dans le futur tronc commun (http://www.levif.be/actualite/belgique/sauver-l-histoire-une-exigence-educative-critique-et-democratique/article-opinion-626285.html). Ils insistaient sur la légitimité des disciplines et de leurs méthodes, chacune des sciences humaines développant une approche et un mode d'analyse spécifiques des phénomènes. Ils soulignaient combien l'apprentissage, nécessairement patient et progressif, de la critique des sources et de la périodisation historique n'avait jamais été aussi crucial qu'à l'heure où la société numérique conduit à gérer un flux d'informations qu'il convient d'ordonner, de hiérarchiser et dont il faut éprouver la fiabilité. Ils s'interrogeaient enfin sur les contenus et les compétences qui seraient développés dans le cadre d'un cours intégré de « sciences humaines » (histoire, géographie, sociologie et économie politique) mais aussi sur le profil de ceux qui seraient appelés à le dispenser.

Leurs questions et leurs craintes n'ont guère suscité de réaction au ministère de l'Education. Les discussions se sont manifestement poursuivies avec les mêmes intervenants, les mêmes panels sans que l'on sache précisément comment ils avaient été constitués en amont. Dans *La Libre Belgique* du 16 janvier, Madame la Ministre Schyns dit vouloir « rassurer », notamment les professeurs d'histoire. Il en résulte exactement l'effet inverse puisqu'elle confirme les annonces publiées la veille dans le même journal, à savoir la suppression des cours spécifiques d'histoire et de géographie au profit d'un cours de « sciences humaines », imposant de la sorte à tous les réseaux une accentuation de « l'étude du milieu », pourtant contestée dans l'enseignement libre. La Ministre a souvent répété être à l'écoute des acteurs. Nous formons donc l'espoir que ceux-ci, qui s'unissent ici en grand nombre, seront enfin entendus.

L'un des objectifs de l'enseignement de l'histoire est de rendre visible la marche du passé dans le flux des réalités d'aujourd'hui. Le lien au passé est fondamental pour comprendre le monde dans lequel le jeune évolue, son propre environnement, pour favoriser la compréhension mutuelle, celle de l'Autre, si nécessaire au vivre ensemble. La mémoire historique semble superflue ou d'une importance relative pour ceux qui entendent l'affaiblir via la suppression d'un cours spécifique d'histoire. Le constat est pourtant implacable : les peuples sans mémoire n'ont pas d'avenir.

Au-delà de la désinvolture du politique, nous voulons dénoncer aujourd'hui le risque majeur pour la formation des générations futures en posant quatre questions à Madame la Ministre Schyns.

1) Comment faire en sorte que le bagage historique des étudiants du secondaire inférieur, déjà singulièrement allégé au fil des réformes, ne s'étiole pas davantage au gré d'un

cours de « sciences humaines » à quatre dimensions disciplinaires qui, selon toute vraisemblance, occupera au mieux quatre périodes par semaine (de 45 ou 50 minutes) ? Pour qui sait compter, cela signifie que l'acquisition de connaissances en histoire mais aussi la pratique de la méthode de recherche historienne (l'enquête en histoire) devra se déployer sur un nombre d'heures réduit de moitié !

2) Madame Schyns affirme que les enseignants appelés à intervenir dans ce cours seront bien des spécialistes de chaque discipline mais on voit mal comment, pratiquement, un responsable d'établissement scolaire pourrait monter son équipe et construire ses horaires avec deux fois plus d'intervenants, en période de pénurie d'enseignants. Le risque est grand de voir ce cours de « sciences humaines » entièrement dispensé par un spécialiste d'une ou de deux disciplines. Quelle assurance avons-nous du contraire ?
3) Un cours intégré ne risque-t-il pas d'être avant tout conçu comme un ensemble de dossiers thématiques distincts dont les sujets seraient dictés par l'actualité la plus immédiate ? On voit bien comment l'histoire contemporaine pourrait être mobilisée mais qu'en sera-t-il des périodes plus anciennes ? Si l'on rapproche cette interrogation de la minorisation du latin, on peut redouter une disparition des analyses sur le temps long. Quelle place sera réservée à la préhistoire, à l'Antiquité et au Moyen Age en « sciences humaines » ?
4) Quelle garantie avons-nous enfin que cette dilution du cours d'histoire soit limitée au tronc commun ? Si les futurs professeurs du secondaire supérieur, formés à l'université dans une seule discipline, peuvent (voir le futur décret Marcourt sur la formation initiale des enseignants) exercer en 3e, donc dans le tronc commun, et si les professeurs de l'inférieur, formés en Haute Ecole, peuvent monter jusqu'en 4e, on voit bien le mouvement de fond qui conduira, un jour, à étendre l'expérience « sciences humaines » à l'ensemble du cursus. Certains didacticiens ne cachent d'ailleurs pas qu'à leurs yeux, ce cours intégré trouverait bien mieux sa place dans le cycle supérieur que dans le tronc commun… Est-ce donc la fin programmée de l'histoire dans l'enseignement de la Communauté française ?

D'après le titre d'une des collections de manuels les plus répandues, les élèves et leurs professeurs sont appelés à *Construire l'histoire*. Prenons garde qu'à le faire sur des bases de moins en moins solides, la « maison commune », celle de notre société actuelle riche de sa diversité, ne s'effondre comme un château de sable sur l'autel de l'utilitarisme…